

CURRICULUM VITAE

1. **Nom de famille : MAIGA**
2. **Prénoms : SOYATA**
3. **Date de naissance : 22 Décembre 1952**
4. **Nationalité : Malienne**
5. **Formation : Juriste ; Ancienne Magistrat ; Avocate à la Cour**
6. **Cursus universitaire**

<i>Etablissements</i>	Ecole Nationale de la Magistrature : Section internationale de Paris Ecole Nationale d'Administration de Bamako
<i>Date</i>	1979 – 1977 1976 – 1972
<i>Diplômes obtenus</i>	Diplômé de l'Ecole Nationale de la Magistrature : Paris Maîtrise en Droit Privé : Bamako

7. **Langues** : (compétence de 1 à 5, 1 étant le niveau le plus élevé)

Langues	Lu	Parlé	Ecrit
Français	1	1	1
Anglais	3	4	3

8. **Appartenance à des associations professionnelles et organismes régionaux**

- Membre de la **Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples**
- Rapporteuse Spéciale sur les Droits de la Femme en Afrique**
- Membre de la **Commission Nationale des Droits de l'Homme du Mali**
- Membre Fondatrice de l'**Association des Juristes Maliennes (A.J.M.)**.
- Membre de la **Fédération Internationale des femmes de carrières juridiques**
- Membre de la **Fédération des Juristes Africaines (FJA)**
- Présidente du **Conseil d'Administration de Media Foundation for West Africa**
- Membre du **Conseil d'Administration du Centre International sur les Droits de la Personne du Canada (Droits et Démocratie)**

9. **Distinctions**

Titre de Pionnière décerné par la Fédération des Juristes Africaines lors du 5^{ème} Congrès à Dakar en reconnaissance de l'engagement pour la promotion des relations de genre égalitaires et la protection des droits des femmes et des enfants. **Mars 2005**

Prix Aoua Keïta décerné par l'Association pour le Progrès et la Défense des Droits des Femmes (APDF) Bamako **Août 2008**

10. **Autres compétences**

Informatique

15 années d'expérience au sein de la magistrature

11. **Position actuelle**

- Avocate à la Cour

- Rapporteuse Spéciale sur les Droits de la Femme en Afrique

12. Années au sein du Barreau
17 ans

13. Qualifications principales :

- *Avocate spécialisée en droit de la Famille*
- *Juriste Consultante sur les droits de la femme et de l'enfant*
- *Formatrice sur les textes juridiques internes (code du mariage et de la tutelle, code de la parenté) et sur les Conventions Internationales ayant un impact sur le statut de la femme et de l'enfant (CEDAW, CDE, Protocole de Maputo).*

14 .Expérience spécifique dans les pays bénéficiaires :

Pays	Date
Mali	1991-1992
Senegal Mauritanie ; Burkina Faso ; RCI ; Benin ;Togo ; Guinée ;Niger ;	Etude régionale sur les textes organiques législatifs et réglementaires susceptibles d'influer sur les questions de Politique de Population au Sahel pour le compte du CERPOD sur financement du FNUAP

15. Expérience professionnelle en tant qu'avocate :

Période – Durée	Année 2008 - 2009
Entreprise/institution	Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre
Fonction	Consultante principale
Description de la mission	Etude Analytique sur l'Identification des Dispositions Sexospécifiques Discriminatoires et des Ecarts en Matière d'Egalité des Sexes dans les Législations nationales des Etats membres de la CEDEAO

Période – Durée	Année 2007 Mai – Juin
Entreprise/institution	Alliance IPAS pour l'Afrique de l'Ouest
Fonction	Consultante sur l'examen du cadre juridique et politique de l'avortement au Mali ;
Description de la mission	Analyse de la situation sur la mortalité liée aux avortements à risque ; cadre juridique ; politiques de planification familiale et la santé de la reproduction; la sexualité des adolescentes; dans le but d'identifier les domaines de contraintes à la mise en œuvre effective des lois et politiques, en vue de l'élaboration d'un plan de plaidoyer pour réduction du taux des décès maternels. <i>Commanditaire : Alliance IPAS pour l'Afrique de l'Ouest</i> <i>Organisation Ouest Africaine de la Santé</i>

	<p>Les principaux aspects suivants seront étudiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'articulation entre les textes juridiques internes et les instruments internationaux de promotion des droits reproductifs des femmes ; la pertinence des plans politiques et programmes et le niveau d'intégration des normes internationales dans les politiques ; Relever les obstacles à la mise en œuvre des politiques et faire des recommandations pour construire un plan de plaidoyer fort pour la réduction de la mortalité maternelle dans la région Ouest Africaine.
--	---

Période – Durée	Année 2005 Mars – Avril – Mai – Juin – Juillet - Août
Entreprise/institution	Primature de la République
Fonction	Consultante Juriste associée à 5 autres Experts
Description de la mission	<p>Finalisation du projet de code de la famille et des personnes au Mali</p> <p><i>Commanditaire : la Primature</i> <i>La mission a consisté en :</i> <i>L'examen des livres sur l'état civil, la nationalité, le mariage et les régimes matrimoniaux, la filiation et la parenté, l'adoption, les successions et les libéralités ;</i> <i>L'actualisation des dispositions contenues dans ces différents livres en se basant sur la législation des pays africains ayant la même tradition juridique que le Mali ;</i> <i>La rédaction d'une note sur l'historique ; les différentes étapes ; la synthèse des propositions et la justification de la réforme du droit de la famille.</i></p>

Période – Durée	Année 2004 Mai – Juin - Juillet
Entreprise/institution	Consortium AJM-ODEF (Groupe d'ONG féminines)
Fonction	Consultante Juriste
Description de la mission	<p>Etude sur les dispositions discriminatoires à l'égard des femmes, contenues dans les textes au Mali et les propositions alternatives</p> <p><i>Commanditaire :CORDAID ONG de développement Néerlandaise</i></p> <p>L'étude a consisté en une analyse critique des dispositions des textes internes d'application quotidienne devant les tribunaux et donnant lieu à des abus du fait de leur non adéquation avec les normes de non discrimination et d'égalité entre homme et femme.</p> <p>Les aspects suivants ont été examinés en particulier :</p>

	-influence de la religion et de la coutume sur les droits formels des femmes ; les vides juridiques dans le domaine des successions ; les causes de la persistance des violences faites aux femmes ; le cadre institutionnel, le contexte de démocratie, de bonne gouvernance et les propositions alternatives pour une meilleure protection des droits des femmes.
--	---

Période – Durée	Année 2001 Avril – Mai – Juin
Entreprise/institution	Association des Juristes Maliennes (AJM)
Fonction	Consultante Juriste
Description de la mission	<p>Réalisation d'un guide juridique sur les droits de la femme au Mali</p> <p><i>Commanditaire</i> <i>Banque Mondiale : Fonds pour la promotion des droits des femmes</i></p> <p>Il s'agit de présenter les droits de la femme dans un langage clair et simple pour contribuer à les mettre à un niveau de compréhension accessible aux femmes ; réaliser un outil pédagogique uniforme pour les parajuristes ; favoriser l'exercice et la jouissance par les femmes et les filles de leurs droits fondamentaux.</p>

Période – Durée	Année 2001 Mai – Juin – Juillet – Août
Entreprise/institution	Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille
Fonction	Consultante Juriste associée à d'autres experts
Description de la mission	<p>Rédaction des actes des Concertations Régionales et de la Synthèse Nationale sur la Reforme du Droit de la Famille au Mali Rédaction du projet du Code de la famille et des personnes</p> <p><i>Commanditaire</i> <i>Ministère de la Promotion de la Femme sur financement de la Banque Mondiale, du FNUAP et de la Coopération Canadienne.</i></p> <p><i>La mission a consisté à piloter les concertations régionales sur la reforme du droit de la famille et à recueillir les avis des différentes composantes de la société à la base sur les propositions et les axes de la reforme ; à élaborer les conclusions issues de la synthèse nationale; à procéder à la rédaction des</i></p>

	<i>éléments des différents livres composant le projet de code de la famille et des personnes</i>
--	--

Période – Durée	Année 2001 Octobre- Novembre- Décembre
Entreprise/institution	Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille du Mali
Fonction	Consultante juriste
Description de la mission	<p>Etude sur le statut juridique de la femme et la loi au Mali.</p> <p><i>Commanditaire : Banque Mondiale « Fonds pour la Promotion des Femmes »</i></p> <p>L'étude a consisté à l'examen du cadre politique et institutionnel dans le domaine de la promotion des droits des femmes ; l'état de ratification des conventions internationales ayant un impact sur le statut de la femme ; l'examen du cadre juridique interne ; des politiques et programmes existants dans les domaines : politique, économique, social, accès des femmes à la terre, au crédit ; Elaboration d'un plan d'action national pour la promotion des droits de la femme.</p>
Période – Durée	Année 2000 Janvier – Février
Entreprise/institution	Media Foundation For West Africa ONG Régionale
Fonction	Consultante – Juriste
Description de la mission	<p>Etude sur le régime de la presse et les délits de presse au Mali</p> <p><i>Commanditaire : Media foundation sur financement de la Fondation Carter</i></p> <p>L'étude a consisté à l'examen de la loi sur la presse ; des cas de poursuites des journalistes et des dirigeants des organes pour diffamation et injures ; des tendances et avis de la société civile autour de la réflexion sur la dépenalisation des délits de presse sur l'outrage et les injures</p>
Période – Durée	Année 2000 Avril- Mai – Juin
Entreprise/institution	Ministère de la Justice
Fonction	Consultante Juriste – associée à un autre expert
Description de la mission	<p>Etude nationale sur les huissiers de justice</p> <p><i>Commanditaire : Cellule de Réflexion et de Suivi de la Reforme des Affaires au Mali</i></p>

	<i>La mission a consisté à faire l'état des lieux de la législation et une enquête d'opinion auprès des justiciables sur les huissiers au Mali. ; ensuite à élaborer des éléments pertinents d'un projet de code de déontologie pour les huissiers.</i>
--	---

Période – Durée	Année 1999 Octobre – Novembre - Décembre
Entreprise/institution	Coopération Canadienne
Fonction	Consultante associée à 2 autres consultants
Description de la mission	<p>Elaboration d'un rapport sur l'état de la justice au Mali</p> <p><i>Commanditaire :</i> <i>Agence de la Coopération Canadienne au Mali</i></p> <p>Il s'agit de faire : l'état des lieux des textes, de l'outil de travail, de l'infrastructure, du niveau de formation du personnel de la justice ; de dégager les facteurs de la résistance et les contraintes objectives qui limitent l'impact des réformes dans le secteur de la justice ; d'identifier les domaines et axes prioritaires pouvant contribuer au succès de la réforme.</p>

Période – Durée	Année 1995 Mai – Juin - Juillet
Entreprise/institution	Groupe d'Appui à la Reforme de la Justice (GAREJ)
Fonction	Consultante Juriste
Description de la mission	<p>Réalisation d'une étude sur l'excision : « Pratique coutumière ou infraction pénale »</p> <p><i>Commanditaire :</i> <i>Association des Juristes Maliennes sur financement de la Banque Mondiale</i></p> <p>L'étude a porté sur les aspects suivants : La justification de la pratique dans la coutume et la tradition ; l'influence de la religion ; le faible impact de la législation existante sur le phénomène ; la pertinence d'une approche axée sur le droit à la santé, à la vie, et à la non discrimination ; les limites des programmes et politiques ; la réflexion sur les éléments pouvant conduire à l'adoption d'une loi spécifique.</p>

16. Expérience professionnelle en tant que magistrat:

Période – Durée	Années 1990 - 1976
-----------------	---------------------------

Entreprise/institution	Ministère de la Justice
Fonctions	<p>-Présidente de la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel du Mali (1990-1991)</p> <p>-Présidente du tribunal de première instance de la Commune II de Bamako (1984 – 1990)</p> <p>-Chef de la section droit civil à la Direction Nationale des affaires Civiles et du Sceau (1983 – 1984)</p> <p>-Présidente de la Chambre Correctionnelle du Tribunal de Bamako (1979 – 1983)</p> <p>-Substitut du Procureur de la République de Bamako (1976 – 1977)</p>
Description de la mission	<p>Les tâches de la présidente de la chambre d'accusation consistent à exercer un contrôle légal régulier sur le travail des juges d'instruction du 1^{er} degré et à préparer les sessions d'assises.</p> <p>La présidente du tribunal de première instance rend la justice pénale civile et commerciale dans la limite de la compétence territoriale de la Commune II, rédige les jugements et coordonne l'activité du greffe.</p> <p>En tant que chef de la section droit civil, la mission était de faire l'étude des dossiers de naturalisation, d'adoption internationale, de changement de nom etc..</p> <p>En tant que présidente de la chambre correctionnelle, il s'agit de siéger aux audiences correctionnelles et de simple police et aux audiences pour mineurs et de rendre les jugements.</p> <p>Le substitut du procureur a en charge l'étude, l'orientation des plaintes et des procès verbaux d'enquête préliminaire. La qualification des infractions l'opportunité des poursuites et la préservation des intérêts généraux de la société.</p>

17. Organisation de séminaires et ateliers

2008-2011 : Sharm-el sheich ; Addis ; Kampala ; Syrte ; Malabo ; Animation en tant que Rapporteuse Spéciale sur les Droits de la Femme en Afrique du Pré-sommet sur le Genre (GIMAC) de la société civile africaine et de la diaspora sur l'évaluation de La Déclaration Solennelle des Chefs d'Etat sur l'égalité entre les Hommes et les Femmes en Afrique.

2007 : Addis Abéba. Représentante des ONG féminines du Mali au pré-sommet de la société civile africaine sur l'examen des rapports alternatifs sur la **Déclaration Solennelle des Chefs d'Etat sur l'Egalité entre les Hommes et les Femmes en Afrique**. Présentation du rapport alternatif du Mali

2007 : Bamako - Animation d'un atelier sur « **les violences faites aux femmes et aux enfants** » à l'intention des parlementaires sur financement du Projet d'Appui aux Processus et Institutions Démocratiques / Volet Assemblée Nationale (APID).

2006 : Bamako – Organisation d'un séminaire de formation à l'intention des praticiens du droit sur la Cour Commune de Justice et la Cour Africaine des Droits de L'homme.

2006 : Bamako -Animation en tant consultante du **Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE)** d'un atelier sous régional sur les **Mutilations Génitales Féminines (MGF/E) et la mise en œuvre de l'Article 5 du Protocole de Maputo sur l'élimination des pratiques néfastes** dans les pays de la CEDEAO.

2006 : New York- Participation à la présentation devant le **Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes des 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} rapports périodiques du Mali** sur la mise en œuvre de la **Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes**.

2006 : Bamako - Animation d'un atelier sur le **Protocole de Maputo / les violences faites aux femmes et aux enfants/ la loi sur la santé de la reproduction** à l'intention des magistrats, des avocats, des parlementaires, des officiers de police judiciaire et des représentantes des ONG féminines.

2006 : Bamako - Organisation d'un séminaire international sur « **la Paix la Sécurité et le Genre** »

2005 : Bamako - Animation d'un atelier co-organisé avec Wildaf Mali et Amnesty international mali sur le thème de « **les violences faites aux aides familiales** ». Cet atelier a regroupé les aides familiales, Enda Tiers Monde, l'Association pour la promotion des aides familiales (APAF) et l'UNICEF.

2005 : Dakar- Participation au 5^{ème} Congrès de la Fédération des Juristes Africaines (FJA) **sur les droits des femmes et des enfants / la Gouvernance et la participation des femmes à la prise de décision. Présentation du Thème « Femme Démocratie et Bonne Gouvernance en Afrique »**.

2004 : Lomé – Elaboration et présentation du rapport des ONG féminines du Mali à l'atelier sous régional **sur l'évaluation de Beijing + 10**

2004 : Dakar – participation à un séminaire régional sur « **les Cliniques Juridiques en Afrique : Bilan et Perspectives** » organisé par l'Agence de la Francophonie. Présentation du rapport du Mali

2003 : Bamako – Animation d'un atelier de formation sur la CEDEF et la CDE à l'intention des magistrats sur financement de l'UNIFEM.

2002 : Ouaga – Participation à un atelier sous régional sur le thème « **les violences faites aux femmes et aux enfants : l'excision et le cadre juridique des pays de la CEDEAO** » présentation du rapport des ONG du Mali sur « **la lutte contre l'excision : Politique et réalité** ».

2001 : Bamako, Kayes, Mopti et Kidal - Animation des Concertations Régionales sur la Reforme du Droit de la Famille au Mali sur le thème : « **Le Code du Mariage et de la Tutelle ; le Code de la Parenté : Forces et Faiblesses** ».

2000 : Lomé – Participation à un séminaire de formation en plaidoyer lobbying organisé par le CECI et le Projet Droit et Citoyenneté des femmes en Afrique.

1999 : Addis Abéba – Participation en tant qu'experte à l'atelier organisé par le **Comité Inter Africain de Lutte contre les Pratiques Néfastes (CIAF)** sur l'élaboration d'un **projet de convention sur les pratiques néfastes ayant effet sur les droits fondamentaux des femmes et des filles en Afrique**.

1999 : Dakar – Participation au séminaire sur la Protection des Défenseurs des Droits de l’Homme, Organisé par le Service International des Droits de l’Homme de Genève. Présentation de « **la situation des Défenseurs des Droits de l’Homme au Mali** ».

1998 : Genève – Réalisation et présentation en tant que représentante des ONG africaines d’une étude sur « **la situation des Droits de l’Homme en Afrique** » au Forum 1998 organisé par l’OMCT à l’occasion du 50^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme.

1997 : Ouaga – participation à un séminaire international sur l’indépendance de la justice en Afrique organisé par l’Union Inter Africaine des Droits de l’Homme et l’USAID présentation du thème : « **Quelle réforme de la justice en Afrique ?** »

1995: Beijing – participation à la Conférence Mondiale sur les femmes en tant que représentante du Conseil Economique Social et Culturel. Présentation du thème sur : « **Les Droits de la Femme et de l’Enfant au Mali.** »

1994: Dakar - participation à la Conférence Régionale des Nations Unies sur les Femmes. Présentation d’une communication sur le thème « **Femme et Politique** »

1993 : Vienne – participation à la Conférence Mondiale sur les Droits de l’Homme. Présentation d’une étude sur « **la condition juridique de la femme au Mali : Perspectives de sa réhabilitation**».

1990 : Bamako – participation à un séminaire organisé par le CERPOD sur « **Femme et Travail** ».

1989 : Abidjan – participation au Congrès de la Fédération des Juristes Africaines (FJA). Présentation d’une communication sur « **les manquements aux droits de la famille** ».

Bamako, le 1^{er} Septembre 2011